

# Scrutins en 2018 : cela se précise

## RDC Vers la nomination de Kamerhe comme Premier ministre

- ▶ Un compromis entre la présidence et une partie de l'opposition devrait être entériné ce lundi.
- ▶ Les scrutins qu'attend le pays auraient lieu en 2018, mais des inconnues subsistent...

Même bancal, le « dialogue national » en cours depuis le 1<sup>er</sup> septembre a abouti à un compromis qui devrait être officialisé ce lundi. Les participants devraient entériner le « compromis historique » conclu entre la majorité présidentielle et une partie de l'opposition, dont l'Union pour la nation congolaise (UNC) présidée par Vital Kamerhe, qui pourrait être nommé au poste de Premier ministre.

Cet accord prévoit une cogestion de la période délicate entre toutes qui s'ouvrira le 19 décembre prochain, à l'issue du deuxième mandat du président Joseph Kabila. Celui-ci pourrait demeurer en place jusqu'à l'élection de son successeur (ainsi que l'avait décidé la Cour constitutionnelle) et, en contrepartie, le poste de Premier ministre reviendrait à l'opposition. Le dépôt des candidatures aux différents scrutins est prévu pour le 30 octobre 2017 et lesdits scrutins (présidentiel, législatif et provincial), vraisemblablement couplés, devront avoir lieu dans les six mois, donc fin avril 2018. L'accord prévoirait aussi la révision du fichier électoral, jugé « pollué » après les élections très

contestées de 2011, ce qui permettrait d'enregistrer plus de six millions de jeunes ayant atteint l'âge de la majorité et de radier les électeurs décédés.

Cependant, même si l'accord est conclu, subsisteront deux zones d'ombre et un litige. Non seulement la date exacte du scrutin n'est pas établie (beaucoup redoutent de nouveaux reports...), mais surtout le sort du président Kabila lui-même n'est pas fixé. S'il est pratiquement certain qu'il restera au pouvoir durant les deux années de transition, modifiera-t-il la Constitution afin de pouvoir concourir en vue d'un troisième mandat ?

Quant au litige, il n'est pas mince : l'opposition qui a participé au dialogue national ne représente qu'une partie de l'opinion. Vital Kamerhe lui-même, qui fut membre éminent du parti présidentiel, n'est pas considéré comme un véritable opposant et des « poids lourds » comme Etienne Tshisekedi et Moise Katumbi restent sur le côté. Ils ont refusé de participer à ce qu'ils considèrent comme une mascarade non représentative, pilotée par un pouvoir qui n'a même pas répondu à une demande jugée essentielle, la libération de tous

les prisonniers politiques.

### Comment réagira l'opinion ?

A cela s'ajoute une inconnue de taille : quelle sera la réaction de l'opinion ? Se reconnaîtra-t-elle dans l'accord conclu par une partie de l'opposition, acceptera-t-elle le sérieux recul de la perspective électorale ou bien, très politisée, descendra-t-elle dans la rue, dès le 19 décembre sinon avant pour réclamer le départ du chef de l'Etat ? La réponse à cette question se trouve du côté de la jeunesse, imparfaitement contrôlée par les formations politiques et qui ne se retrouve pas dans les compromis passés par des opposants en quête de positionnements personnels.

La pérennité de l'accord se jouera aussi en dehors des frontières de la RDC. On sait déjà que les Occidentaux, Didier Reynders et François Hollande en tête, souhaiteraient un dialogue plus inclusif, mais on saura bientôt si l'Union africaine et les pays voisins acceptent le compromis et s'ils y voient ou non un gage de stabilité... Au cœur de l'Afrique, le Congo est trop vaste et trop important pour décider seul de son avenir. ■

COLETTE BRAECKMAN